

AFRICITES 2006

JOURNEES POLITIQUES

**REPLACER L'EAU AU CENTRE
DU DEBAT POLITIQUE**

DISCOURS DE M. LOIC FAUCHON
Président du Conseil Mondial de l'Eau

NAIROBI – KENYA
21 septembre 2006

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres, et Mesdames et Messieurs les Maires et élus nationaux et locaux, Mesdames et Messieurs, chers amis,

Merci tout d'abord aux organisateurs d'Africités d'avoir invité le Conseil Mondial de l'Eau à participer à ces Journées Politiques.

Nous sommes sensibles, je voudrais le dire ici à la remarquable qualité de l'organisation de ce sommet autant qu'à la merveilleuse hospitalité du Kenya, de ses dirigeants et du peuple kenyan tout entier.

Associer eau et politique est déjà tout un programme et même une manière d'apporter un début de réponse à la question.

Oui, la question de l'eau, de l'accès à l'eau, de la sécurisation des ressources comme des garanties apportées à sa bonne distribution, oui ces questions là sont des questions éminemment politiques.

Et alors bien évidemment, les réponses sont elles aussi politiques, avant d'être financières, administratives ou techniques.

L'eau, vous le savez bien, est notre futur commun. L'eau est source de toute chose. L'eau est vie. Aman Iman dit-on tout autour du Grand Sahara.

Pas seulement l'eau au singulier, car le mot Aman n'a pas de singulier. Toutes les eaux, oui toutes les eaux sont la vie. Les anciens, les vieux, nous le disent bien : « Toutes les eaux, n'en gaspillez aucune ».

Oui Chers Amis, vous le savez comme moi, l'eau est en danger et avec elle, nous le sommes aussi. La situation de l'eau dans le monde, et particulièrement en Afrique, est plus préoccupante que jamais. Et cette situation faite à l'eau est inacceptable.

D'un côté l'épuisement de la nature menace le progrès. Et le bien-être de l'homme non seulement ne s'améliore pas, mais souvent se détériore, se dégrade, parfois très sensiblement. Et la terre d'Afrique, cette terre si vaste, si généreuse, n'échappe pas à la règle. L'homme, oui l'homme y est aussi, souvent comme ailleurs l'ennemi de l'eau.

Les évolutions climatiques souvent dues au dérèglement, aux excès de nos comportements, semblent à cet instant renforcer les extrêmes, ici des précipitations accrues et là des sécheresses prolongées. Tout cela dévaste, ruine et oblige à surcalibrer les investissements car dans un cas il faudra rehausser les digues, et dans l'autre augmenter le nombre des forages ou des barrages.

Responsables aussi de cet épuisement de la nature, les pollutions croissantes, la déforestation, la dégradation des sols, leur salinisation, l'eutrophisation des lacs ou leur envasement, l'assèchement des nappes phréatiques. Tous menacent l'équilibre et parfois même la survie des écosystèmes terrestres, fluviaux et marins.

La démographie, non maîtrisée se traduit pour l'essentiel, par la croissance anarchique du nombre de grandes villes du continent. Et là plus qu'ailleurs au cœur de ces cités fragiles l'entassement des populations favorise l'ignorance, la maladie, la malnutrition, la pauvreté. On meurt aujourd'hui dix fois plus de l'insuffisance ou de la mauvaise qualité de l'eau que de toutes les guerres que connaît la planète. Au train où vont les choses, c'est bientôt un habitant sur deux qui dans le monde sera placé en situation de stress hydrique.

Et pour l'Afrique, le constat est accablant, 24 % des terres émergées de la planète et seulement 9 % des ressources en eau, 2/3 de la population urbaine vit dans des bidonvilles et au moins 300 millions de citoyens n'ont pas encore aujourd'hui accès à une eau réellement potable.

Oui d'un côté la nature s'épuise, ou plus exactement nous épuisons la nature, et de l'autre le développement humain, une priorité toujours affirmée, mais si souvent oubliée.

Oui, c'est vrai, tous les objectifs du millénaire ramènent directement ou indirectement à la question de l'eau.

Nourriture, éducation, santé, mais aussi activités économiques, ou protection de l'environnement, tout cela nous rappelle à chaque instant qu'il ne peut y avoir de développement sans eau.

Ce n'est plus, chers amis, de priorité qu'il faut parler mais d'urgence, d'extrême urgence. Et en Afrique plus qu'ailleurs, hommes, femmes, enfants, ne naissent pas aujourd'hui égaux en droit, face à l'accès à l'eau. Cela nous oblige à l'action immédiate d'abord pour dire clairement qu'au-delà de l'argent qui manque, des mesures concrètes doivent être prises concernant la décentralisation effective des compétences et un réel partage des savoirs.

Et d'abord cessons de vouloir régler l'accès à l'eau pour tous, ce droit essentiel, cet élément indispensable à la dignité humaine, à coups de raisonnement macro-économiques, à coups de plans de restructuration inhumains. L'eau exige certes de l'intelligence et de la raison mais elle demande avant tout du cœur et de la solidarité.

Il faut certes pratiquer une tarification intelligente, équilibrée, mais il ne faut plus laisser croire ou laisser dire que les milliards nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels seront seulement payés par les populations africaines.

Cela n'est pas possible. Il faut le dire avec franchise et avec force.

C'est le rôle du Conseil Mondial de l'Eau, c'est le rôle de ses trois cents organisations membres, des quatre vingts états qui y adhèrent, de contribuer à dire plus haut, plus nettement, ce que chacun pense ou murmure.

Permettez qu'aujourd'hui, devant vous, je dise quelques propositions concrètes, précises, et je le crois acceptables par tous.

La première, c'est que chacun d'entre nous, chacun d'entre vous, responsables nationaux, élus locaux, acceptiez de devenir des militants de l'eau. Chaque jour, chaque mois, chaque année, vous direz, vous ferez « PRIORITE A L'EAU ».

Et vos décisions, vos engagements, s'y conformeront. Vous ferez vivre l'adage selon lequel il faut placer « les Robinets avant les Fusils », et même quelle audace, l'eau potable avant le téléphone portable.

Rêvons un peu, Chers Amis, en 2005 en Afrique, les achats de téléphone mobile ont cru de 40 %. Rêvons un peu qu'il n'y en ait que la moitié pour l'eau et l'assainissement et nous serions sur la bonne voie.

La seconde proposition s'adresse elle à tous les bailleurs de fonds, les maîtres des coopérations, bi ou multilatérales, les grandes organisations qui ont la main sur le portefeuille. A ceux-la, nous disons que pour l'eau il faut de l'argent, beaucoup plus d'argent. Aujourd'hui, cinq pour cent de l'aide publique au développement va à l'eau. C'est une aumône. A peine plus de 6,5 % du montant des investissements est consacré à l'eau. C'est une erreur économique majeure.

La communauté internationale devra accepter dans les prochaines années de financer les infrastructures des vingt pays les plus pauvres et d'autant des plus grandes villes d'Afrique par une politique de dons et de transferts solidaires plus importante mais mieux contrôlée, amplifiée et généralisée, et de financements solidaires. Et de casser la spirale « prêt – endettement – annulation de la dette, au bénéfice de tarifications intelligentes, équilibrées et socialement solidaires.

La troisième proposition est d'imposer, je dis bien d'imposer qu'une part importante des moyens financiers et techniques mis en œuvre soient consacrés à l'aide au fonctionnement des ouvrages et des réseaux. Assez des forages ensablés, assez des pompes « gâtées », assez des réseaux bouchés faute d'argent pour leur entretien et d'hommes et de femmes formés à leur gestion.

Cela nous impose aussi de faciliter la création rapide en différents points d'Afrique d'Ecoles de la maintenance. L'Afrique ne manque pas d'ingénieurs. Elle manque d'ouvriers, de contremaîtres qualifiés spécialement formés à l'entretien des ouvrages d'eau et d'assainissement.

Construire, c'est bien sûr nécessaire, mais bien gérer c'est absolument indispensable.

Dans le même ordre d'idées, une quatrième proposition vise à exiger une plus juste répartition du progrès. De tous les progrès. Et notamment des progrès de la technologie, aujourd'hui réservés à un trop petit nombre.

Le dessalement et le traitement des eaux saumâtres, les pompages dans des nappes de plus en plus profondes, la capacité à transférer de l'eau sur des distances de plus en plus grandes, tout ce que crée le génie de l'homme est à partager.

Prenons l'exemple des mares, ces poumons de l'Afrique, des bassins de rétention, nécessaires pour conserver l'eau un plus grand nombre de mois après les pluies, en diminuant à la fois l'infiltration dans les sols et l'évaporation vers le ciel.

Les progrès technologiques faits au Nord avec des matériaux plus légers et moins coûteux doivent être associés à la connaissance, à l'expérience des populations d'Afrique qui vivent ce problème quotidiennement. Oui nous voulons que des programmes de recherche-développement spécifiquement africains soient mis en œuvre non plus seulement à Londres ou à Paris, mais d'abord à Bamako, ou Nairobi, pour être réellement adaptés aux spécificités du continent et à la notion de financements solidaires, nous voulons ajouter ceux de transferts solidaires.

Une cinquième proposition est celle que justifie l'accroissement du prix du baril de pétrole. Chaque fois que le prix du pétrole augmente, ce sont des femmes qui marchent un peu plus, ce sont des enfants qui meurent, parce que l'on n'a plus d'argent pour faire fonctionner une pompe ou activer un forage. L'obligation est là aujourd'hui d'établir des programmes systématiques d'utilisation d'énergies renouvelables, à grande échelle. C'est plus qu'une nécessité, c'est tout simplement une évidence que les rayons du soleil et que la force du vent font partie de l'avenir énergétique du continent africain.

La sixième proposition concerne la décentralisation de la compétence de l'eau, sujet au centre des débats qui animent ce IV^e Sommet. Qu'est-ce que cela signifie ?

Que l'eau est d'abord l'affaire du citoyen, l'affaire des communautés de terrain. Nous savons bien aujourd'hui partout dans le monde que la compétence de l'eau, c'est d'abord celle de l'échelon local où s'exprime la volonté d'un service public de l'eau accessible, transparent et efficient.

Oui nous avons aujourd'hui à œuvrer pour une décentralisation accrue de l'eau qui respecte le nécessaire équilibre entre le rôle régulateur de l'Etat et une plus grande responsabilisation des capacités locales.

Mais cela n'est possible que si les moyens financiers en sont donnés dans un cadre législatif clair et durable. Le Conseil Mondial de l'Eau propose que la notion de recette affectée soit généralisée de telle sorte que les budgets de l'eau et de l'assainissement soient indépendants et alimentés par toutes les ressources dont il peut disposer.

Une septième proposition pour dire qu'évidemment le droit à l'eau doit être exprimé sans aucune ambiguïté. C'est parce qu'à Mexico il y a quelques mois la Communauté Internationale de l'eau, unanime sur ce point, a souhaité que ce droit s'inscrive dans les Constitutions des Etats mais qu'il s'écrive aussi sur les cahiers de nos enfants dans chaque école où se fait l'apprentissage de la citoyenneté.

Notre huitième proposition relève des politiques d'aménagement du territoire. Seuls des réseaux importants de villes moyennes peuvent permettre de lutter efficacement contre la croissance des mégacités. Ces villes moyennes sont indispensables entre les campagnes que l'on fuit et les mégapoles où l'on s'entasse. Et nos programmes d'accès à l'eau doivent demain leur donner la priorité.

La neuvième de nos propositions est liée à la gestion des catastrophes, qu'elles soient la conséquence des évolutions climatiques avec son cortège de sécheresse et d'inondations, ou qu'elles soient le fruit des colères de la terre, ou de la folie des hommes avec ces guerres interminables et si meurtrières.

Le Conseil Mondial de l'Eau a suggéré depuis plusieurs mois déjà, la création d'une Force Africaine d'Intervention pour l'Eau, organisée à partir des compétences existant dans les pays africains eux-mêmes. Car il y a des progrès évidents à accomplir pour évaluer la nature des secours, et coordonner leur mise en place, en lançant des programmes d'urgence.

Enfin je voudrais vous dire, dixième proposition que lors du IV^e Forum de Mexico nous avons lancé une initiative intitulée « Water for Schools De l'Eau pour les Ecoles ». Car peut-il, dans ce 21^{ème} siècle, en effet, y avoir des écoles sans eau ?

Une première expérience visant à apporter l'eau dans mille écoles de 10 pays est en préparation et elle illustrera concrètement ce désir d'agir vite mais durablement.

Voilà, Mesdames et Messieurs, chers amis, quelques propositions ou suggestions qui illustrent le travail effectué par le Conseil Mondial de l'Eau, que j'ai l'honneur de présider, et auquel je vous engage à adhérer.

Mais le Conseil, comme son Président, ne peuvent dire à votre place tout ce dont l'Afrique a besoin en matière d'eau.

Nous avons seulement à nous battre ensemble pour atteindre le but, nous avons à mener ensemble une bataille longue et difficile. Rassurez-vous, cette bataille là ne mène pas à la guerre. Au contraire, c'est une bataille pour bâtir la paix, c'est une bataille pour accentuer les solidarités, une bataille pour fortifier les coopérations. Et pour permettre année après année à des milliards d'hommes et de femmes de vivre là où ils sont nés, là où ils ont grandi. Sachons bien qu'à défaut de pouvoir disposer de l'eau, de l'électricité, de la santé, de l'éducation, ces hommes et ces femmes continueront à monter sur de frêles embarcations pour franchir les détroits, ces hommes et ces femmes continueront à traverser les déserts sur d'improbables camions, pour venir buter sur les clôtures et les murs, que les plus riches érigent en toute hâte et toute honte.

Oui, définitivement, Mesdames et Messieurs, nous voulons édifier des murs d'eaux plutôt que des murs d'indifférence et de mépris.

Oui définitivement, à l'impératif des riches qui est le développement durable, nous voulons associer l'espoir des pauvres, un développement véritablement équitable, c'est-à-dire l'expression d'une solidarité effective et immédiate.

L'eau, mesdames et messieurs, mérite un rassemblement des capacités et des intelligences. Elle vaut que les esprits s'accordent, elle vaut que les mains se tendent. Et comme l'on dit chez les nomades : « Eloignez les tentes mais rapprochez les cœurs ».

Merci Chers Amis d'Africités de rapprocher vos cœurs pour contribuer tous ensemble à l'accès à l'eau pour tous.

Je vous remercie de votre attention.